

Mesures du volet Prévention

Volet	N°de fiche action	Enjeu	Nom de l'action	Justification de l'action	Priorité : 1 = Indispensable 2 = Prioritaire 3 = Utile	Maître d'ouvrage potentiel	Partenaires financiers potentiels	Partenaires techniques potentiels	Secteur géographique	Temporalité : mise en œuvre sur le court (moins de 3 ans), moyen (moins de 5 ans), long terme (moins de 10 ans).	Coût	Leviers et freins
Volet 1. Améliorer la conscience du risque	1.1	Tout enjeu	Réalisation d'une plaquette d'information à destination des élus sur les obligations réglementaires des maires en matière de gestion du risque inondation	Peu de communes affiche une carte de risque dans leurs locaux et la réalisation des DICRIM reste encore faible : 31 DICRIM ont été réalisés sur le bassin versant du Loir sur les 165 communes situées en zone inondable.	1	Collectivités	Etat, collectivités locales (Conseils Généraux et Régionaux)	Structure porteuse du SAGE, EP Loire	Communes qui ont un PPRi	Court terme	Environ 10 000 € H.T. comprenant le coût de réalisation par un prestataire extérieur et le coût d'impression pour 1 000 exemplaires (sur un type de format A3 plié en couleur).	Leviers : <ul style="list-style-type: none"><li>• exemples de plaquettes disponibles sur d'autres bassins versants (exemple : Armançon),</li><li>• financements mobilisables.</li></ul>
	1.2	Tout enjeu	Mise en place de repères de crues	Méconnaissance de l'existence de repères de crues sur les territoires communaux. Manque de matérialisation des crues passées par des repères de crues : 57 % des maires déclarent qu'il n'y a pas de repère de crue sur leur territoire.	1	Collectivités	Etat et Collectivités	Services de l'Etat, EP Loire, SICALA, SMPEI, SIERAVL	Communes en zone inondable	Court terme	Coût de l'étude de recensement des sites d'implantation des repères de crues : environ 150 000 € H.T.  Coût d'installation d'un repère de crue : environ 600 € T.T.C pour la pose d'un repère de crue (source : EpL-SICALA). Donc environ 60 000 € H.T pour la pose d'une centaine de repères de crues.	Leviers : <ul style="list-style-type: none"><li>• présence d'un acteur sur le bassin du Loir apte à la maîtrise d'œuvre dans la pose de repères de crues (EPTB Loire),</li><li>• démarches déjà existantes sur le bassin du Loir :<ul style="list-style-type: none"><li>- assistance aux communes pour le recensement et la pose de repères de crues dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature 2007-2013. C'est une action collective à l'échelle du bassin versant de la Loire menée par l'Etablissement public Loire, les SICALA (Syndicats Intercommunaux d'Aménagement de la Loire et des ses affluents) et les services de l'Etat,</li><li>- des actions plus locales existent : dans le département du Loir-et-Cher, les communes du SIERAVL (Syndicat Intercommunal d'Etudes de Réalisations et d'Aménagement de la Vallée du Loir) bénéficient d'un appui à la matérialisation des repères de crues et dans le département de la Sarthe, le SMPEI (Syndicat Mixte des Protections Eloignées contre les Inondations) a appuyé 9 communes du Loir pour la pose de repère de crues.</li></ul></li></ul> Freins : <ul style="list-style-type: none"><li>• nécessite une communication en parallèle pour favoriser une conscience du risque positive et ne pas heurter les populations riveraines.</li></ul>
	1.3	Etablissements sensibles	Actions de communication et de sensibilisation des chefs d'établissement, du personnel enseignant et des enfants dans les établissements scolaires situés en zone inondable	Une trentaine d'établissements scolaires est située en zone inondable	1	Préfecture / Education Nationale/ Collectivités (Conseils Généraux et Régionaux)	Etat, collectivités locales (Communes, Conseils Généraux et Régionaux)	EP Loire, structure porteuse du SAGE	Communes qui ont un établissement scolaire en zone inondable (cours principal du Loir et dans une moindre mesure l'Ozanne)	Court terme	Coût de la réalisation d'une plaquette pour les chefs d'établissement : 10 000 € H.T.  Coût de la journée dédiée aux inondations : <ul style="list-style-type: none"><li>• 30 000 € pour les frais de communication et l'intervention d'animateurs (source : étude 3P Allier)</li><li>• 100 000 € pour le développement des supports d'animation et de l'intervention de deux animateurs pour une année (source : Syndicat du Vistre)</li></ul>	Leviers : Démarches existantes de sensibilisation des scolaires sur le bassin du Loir ou en dehors : <ul style="list-style-type: none"><li>- sur la commune de Vendôme : démarche « Mémo'Risks » réalisée auprès d'une classe dans une école élémentaire, de trois classes dans un collège privé et d'une classe dans un lycée agricole ;</li><li>- en dehors du bassin versant du Loir : actions de sensibilisation menées par des Conseils Généraux Conseil Général du Gard par exemple.</li></ul>
	1.4	Tout enjeu	Réalisation d'une série de plaquettes d'information à destination des élus sur le risque inondation	De manière assez généralisée sur l'ensemble du bassin versant du Loir, des actions de communication et de sensibilisation semblent nécessaires pour favoriser et renforcer la culture du risque des élus.	2	Collectivités	Etat, collectivités locales (Conseils Généraux et Régionaux)	Structure porteuse du SAGE, EP Loire	Communes concernées par le risque inondation	Moyen terme	Environ 10 000 € H.T. par plaquette comprenant le coût de réalisation par un prestataire extérieur et le coût d'impression pour 1 000 exemplaires (sur un type de format A3 plié en couleur) : soit 40 000 € H.T pour la série de plaquettes.  Environ 20 000 € H.T. sur un an pour la mobilisation à temps partiel d'un chargé de mission ou d'un animateur.	Freins : nécessite une implication locale forte et une animation importante pour recueillir des témoignages d'élus et des retours d'expérience locaux.
	1.5	Tout enjeu	Réalisation d'une étude pour caractériser l'exposition aux risques des différents réseaux	Pas de données précises sur le bassin versant du Loir sur l'exposition aux risques des différents réseaux : réseaux de transport, d'énergie, d'eau et de télécommunication.	2	Collectivités / gestionnaires de réseaux	Etat, collectivités locales (Conseils Généraux et Régionaux)	Structure porteuse du SAGE, EP Loire	Bassin du Loir	Moyen terme	Coût de l'étude : environ 120 000 € H.T. pour le cours principal du Loir, sur la base des données hydrauliques existantes, sans modélisation supplémentaire.	Leviers : existence d'un guide réalisé par les services de l'Etat et à destination des gestionnaires de réseaux en vue de sécuriser les installations.  Freins : <ul style="list-style-type: none"><li>• nécessite de données précises caractérisant l'évènement hydraulique,</li><li>• nécessite une communication préalable à destination des gestionnaires de réseaux.</li></ul>

Mesures du volet Prévention

Volet	N°de fiche action	Enjeu	Nom de l'action	Justification de l'action	Priorité : 1 = Indispensable 2 = Prioritaire 3 = Utile	Maître d'ouvrage potentiel	Partenaires financiers potentiels	Partenaires techniques potentiels	Secteur géographique	Temporalité : mise en œuvre sur le court (moins de 3 ans), moyen (moins de 5 ans), long terme (moins de 10 ans).	Coût	Leviers et freins
	1.6	Tout enjeu	Réalisation d'une étude du fonctionnement hydraulique sur les affluents du Loir	Pas de connaissance du fonctionnement hydraulique de certains affluents du Loir (Thironne, la Foussarde, la Conie, l'Eggonne) Permet de mieux connaître les phénomènes de crues et de mieux les anticiper.	2	Structure porteuse du SAGE / EP Loire	A rechercher	A rechercher	Affluents du Loir : Thironne, Foussarde, Conie, Eggonne	Moyen terme	Coût de l'étude : 200 000 € H.T.	Freins : Pas de participation financière ou technique de l'Etat sur cette action. Nécessité de rechercher des partenaires financiers
	1.7	Tout enjeu	Mise en commun des données cartographiques relatives au risque inondation	Données dispersées et sous-utilisées. Partage des données, valorisation des données produites.	2	DREAL / Structure porteuse du SAGE / EP Loire	Etat, Collectivités (Conseils Généraux, Conseils Régionaux)	A rechercher	Bassin du Loir	Moyen terme	Travail qui peut être réalisé en interne. Participation au coût de fonctionnement d'un chargé de mission ou d'un animateur pendant 3 mois. Coût estimé : 15 000 € H.T.	Pas de leviers et de freins identifiés.
Volet 2. Améliorer la préparation à la gestion de crise	2.1	Tout enjeu	Favoriser la réalisation des Plans Communaux de Sauvegarde	Obligatoire pour les communes couvertes par un PPRI. PCS manquants sur certaines communes. PCS manquants sur les affluents. Améliore la culture du risque des populations exposées.	1	Communes ou intercommunalités	Etat, collectivités	Structure porteuse du SAGE, EP Loire	Communes sans PCS mais avec PPRI depuis plus de 2 ans prioritairement - 21 communes  Communes sans PCS et hors PPRI mais avec une carte d'aléa.	Court terme	Environ 20 000 € H.T. sur un an pour la mobilisation à temps partiel d'un chargé de mission ou d'un animateur.  Prestataire extérieur pour : - la conception de la plaquette et le coût d'impression pour 1 000 exemplaires (sur un type de format A3 plié en couleur) : 10 000 € H.T., - l'animation ou la co-animation des réunions publiques (y compris préparation et réalisation d'une présentation) : 4 000 € par réunion, - la réalisation des PCS : environ 450 000 € H.T pour une trentaine de PCS (sources : conventions du PAPI du bassin versant du Vistre et du PAPI du Vidourle)	Leviers : • caractère obligatoire pour les communes qui ont un Plan de Prévention des Risques, • démarche déjà existante sur le bassin du Loir : l'EP Loire s'est engagé dans un dispositif d'aide aux communes du bassin de la Loire et de ses affluents pour l'élaboration de leur PCS. Cet appui gratuit, proposé aux communes, collectivités membres de l'Etablissement est réalisé en étroite collaboration avec les services de l'Etat depuis 2007. Concernant le bassin du Loir, l'EP Loire est ainsi intervenu sur les départements du Maine-et-Loire et du Loir-et-Cher.  Freins : • nécessite la mobilisation d'élus et de personnel communal dédié au PCS pas toujours facile pour les petites communes, • pas d'appui de l'EP Loire sur les départements non membres.
	2.2	Etablissements sensibles	Elaboration de plans de mise en sûreté pour les établissements scolaires	Une trentaine d'établissements scolaires est située en zone inondable	1	Educations nationale, communes	Collectivités (Conseils Régionaux, Conseils Généraux)	Structure porteuse du SAGE, EP Loire	Etablissements d'enseignement, prioritairement pour ceux qui sont dans le périmètre d'un PPR (Vendôme, La Flèche)	Moyen terme	Environ 10 000 € H.T. pour la conception de la plaquette par un prestataire extérieur et le coût d'impression pour 1 000 exemplaires (sur un type de format A3 plié en couleur).  Pour la réalisation d'un PPMS : Coût moyen de réalisation d'un PPMS : 6 000 € H.T. Coût pour une trentaine de PPMS : 180 000 € H.T. Le coût doit être prévu dans le budget de l'établissement.	Leviers : • caractère obligatoire pour les établissements scolaires situés dans une commune qui ont un Plan de Prévention des Risques.  Freins : • nécessité d'une forte implication des chefs d'établissement.
	2.3	Tout enjeu	Mise en place d'exercices Plans Communaux de Sauvegarde	Garantir le côté opérationnel des Plans Communaux de Sauvegarde	2	Communes ou intercommunalités et Préfecture s'il s'agit d'un exercice « Grandeur Nature »	Etat, collectivités	Préfecture, DDT, SDIS, EP Loire	Communes avec un PCS	Moyen terme	Environ 20 000 € H.T. sur un an pour la mobilisation à temps partiel d'un chargé de mission ou d'un animateur.	Freins : contrainte structurelle : l'exercice bloque une partie du territoire communal stoppant ou ralentissant les flux de personnes et/ou les activités économiques.

Mesures du volet Prévention

Volet	N°de fiche action	Enjeu	Nom de l'action	Justification de l'action	Priorité : 1 = Indispensable 2 = Prioritaire 3 = Utile	Maître d'ouvrage potentiel	Partenaires financiers potentiels	Partenaires techniques potentiels	Secteur géographique	Temporalité : mise en œuvre sur le court (moins de 3 ans), moyen (moins de 5 ans), long terme (moins de 10 ans).	Coût	Leviers et freins
Volet 3. Prendre en compte le risque dans l'aménage- ment du territoire	3.1	Tout enjeu	Priorisation des PPRI qui doivent faire l'objet d'une révision	PPR de dates différentes / Règlements différents (certains n'intègrent pas de mesures de réduction de la vulnérabilité du bâti). Besoin d'harmonisation des règlements.	1	Préfectures	Aucun	DDT	PPRI réalisés avant le SDAGE Loire- Bretagne PPRI de La Flèche en priorité	Moyen terme	Hiérarchisation des PPRI pour révision : pas de dépense directe, interne aux services de l'Etat.  Révision des PPRI : le coût est variable allant de 5 000 à 50 000 € H.T. par règlement (source : Etude 3P Allier, EP Loire/EgisEau, 2011).	Freins : l'Etat n'a pas de crédits attribués à la révision des PPRI sur le bassin du Loir sur le court et moyen terme.
	3.2	Tout enjeu	Maîtrise des usages des fonds de vallée	Préservation de zones d'expansion de crues	3	Communes, syndicats intercommuna- ux	Collectivités, Associations , Agence de l'eau Loire- Bretagne	Structure porteuse du SAGE, EP Loire, SAFER	Tous les fonds de vallée	Moyen terme	Coût d'une étude d'identification et de hiérarchisation des fonds de vallées propices à la mise en place de conventions d'usage : environ 120 000 € H.T.  Coût de mise en place de la convention : pas de dépense directe mais coût de fonctionnement variable en fonction de la Convention (Source : Etude 3P Allier, EP Loire/EgisEau)	Leviers : peut être intégré aux contrats territoriaux  Freins : - renouvellement régulier des conventions à prévoir, - nécessite l'adhésion des propriétaires.
	3.3	Environnem- ent	Identification des zones humides dans le but de les préserver/restaurer	Importance de préserver et/ou restaurer les zones humides pour leur rôle dans la régulation des débits.	3	Collectivités	Collectivités, Agence de l'eau Loire- Bretagne	Structure porteuse du SAGE,	Affluents du Loir et têtes de bassin	Moyen terme	Coût de l'étude d'inventaire et de hiérarchisation des zones humides sur les affluents du Loir et les têtes de bassin : environ 200 000 € H.T.	Leviers : acteurs mobilisables sur le bassin  Freins : contrainte technique qui repose sur l'identification des zones humides qui ont un impact sur les inondations
Volet 4. Réduire la vulnérabilité des enjeux exposés	4.1	Habitat	Favoriser la réalisation de diagnostics "Habitat"	Sur l'ensemble du bassin versant du Loir, 5 % des habitations sont situées en zone inondable, dont 60 % sont des habitations de type individuel sans étage. Certains PPR ne prévoient pas de mesures de réduction de la vulnérabilité des habitations et certaines zones ne sont pas du tout couvertes par un PPRi.	1	Collectivités locales (Communautés de Communes, communes), EP Loire	Etat, Collectivités territoriales (Conseils généraux et Conseils Régionaux), Europe, ANAH	Structure porteuse du SAGE	Communes situées en zone inondable	Court terme	250 000 € H.T. comprenant l'information des particuliers, la réalisation des diagnostics et l'aide au montage des dossiers de demande de subventions, réalisés par un prestataire extérieur (Source : Communauté d'Agglomération Orléans Val de Loire).  Environ 20 000 € H.T sur un an pour la mobilisation à temps partiel d'un chargé de mission.	Leviers : subventions qui existent : dans le cas d'une commune couverte par un PPRi prescrit ou approuvé, la commune peut être subventionnée pour la réalisation d'une OPRV à hauteur de 50% par le FPRNM ; si le PPRi prévoit des mesures obligatoires et qu'un PIG ou une OPAH est mis en œuvre sur le territoire de l'EPCI, ce dernier reçoit des subventions supplémentaires et les propriétaires bénéficient d'une subvention pour les travaux  Freins : • la durée de mise en place de la procédure et notamment d'un PIG ou d'une OPAH, • pas de subventions pour les travaux lorsque la commune n'est pas couverte par un PPRi avec mesures obligatoires, • dans le cadre des OPAH ou PIG, les aides pour travaux provenant de l'ANAH sont liées aux ressources des propriétaires (les aides Etat provenant du FPRNM sont les mêmes pour tous), • nécessite une communication et sensibilisation importante pour faire adhérer les habitats à la démarche.
	4.2	Etablisse- ments sensibles et équipements publics	Mise en oeuvre de plans de continuité d'activité	Etablissements sensibles et équipements publics en zone inondable	2	EP Loire, Collectivités territoriales	Etat	Structure porteuse du SAGE	Equipements publics et établissements sensibles recensés sur les communes de Bonneval, Vendôme, La Flèche, Cloyes-sur- Loir.	Court terme	Environ 20 000 € H.T. sur un an pour la mobilisation à temps partiel d'un chargé de mission ou d'un animateur.  Environ 500 000 € H.T pour la réalisation d'une centaine de Plans de Continuité d'Activités.	Leviers : démarche de l'EP Loire en cours sur le bassin de la Loire et de ses affluents  Freins : démarche concernant uniquement les collectivités membres de l'Etablissement.
	4.3	Activités économiques	Déploiement de la démarche "industrielle" de réduction de la vulnérabilité pour les activités économiques (y compris les exploitations agricoles)	600 entreprises ont été recensées en zone inondable	1	EP Loire	Europe, Etat, Collectivités membres de l'EP Loire	Structure porteuse du SAGE	Entreprises recensées en zone inondable	Moyen terme	Réalisation d'une lettre d'information : 10 000 € H.T  Réalisation des diagnostics : 600 000 € H.T (3 000 € par diagnostic)	Leviers : - diagnostic gratuit, - démarche déjà existante.